



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE**

**MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 6 – 9 février 2022

## En bref

Le rythme de l'inflation ralentit en 2022. Le taux d'inflation s'établit à 7,07 % en janvier 2022, son deuxième mois de baisse (7,36% en décembre 2022). L'inflation aurait été mise sous pression par l'augmentation des prix des aliments (notamment le citron) et de l'essence. L'inflation enregistrée est la plus forte pour un mois de janvier depuis depuis l'année 2001, lorsqu'elle avait atteint 8,11%. Ainsi, l'inflation enregistre le onzième mois consécutif en dehors de la fourchette cible fixée par la Banque du Mexique (3%, +/- 1%). L'inflation sous-jacente, a connu une variation annuelle de 6,21 % en janvier 2022, la plus élevée depuis septembre 2001, lorsqu'elle avait atteint 6,4%.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**+7,07%**

Taux d'inflation annuel en janvier 2022

## Zoom sur le commerce bilatéral franco-centraméricain

Le commerce bilatéral entre la France et les pays du CA-4 a atteint 356 MEUR en 2021, en hausse de 9% g.a. En détails, nos exportations vers les quatre pays qui composent le CA-4 atteignent 129 MEUR (+23% g.a.), le Guatemala comptant pour 43% de nos exportations vers la zone. Nos importations en provenance du CA-4 atteignent 221 MEUR (+2% g.a.), le Honduras comptant pour 56% de nos importations depuis la région. L'année 2021 a donc été l'occasion de baisser notre déficit commercial avec la région de 18% pour atteindre 92 MEUR. Notre principal produit d'exportation vers la région a été les produits chimiques pour 27 MEUR. Les pays du CA-4 ont quant à eux exporté vers la France 116 MEUR de produits de la culture et de l'élevage, notre premier poste d'importation depuis la région. Enfin, notre commerce bilatéral avec le Belize a atteint 6,1 MEUR en hausse de 42% g.a

# Mexique

## 1 COVID-19

**A la fin de la journée du 9 février, le Mexique enregistrait 310 627 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +1,21 % en une semaine. 5 192 008 cas confirmés ont été enregistrés (+4,14 % en une semaine). Au 9 février, 65,1 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.**

## 2 FINANCES PUBLIQUES

**Le Mexique a refinancé 800 MEUR de dette souveraine sur les marchés financiers.** Le ministère des finances a indiqué qu'il a effectué une opération de refinancement avec le placement d'une nouvelle obligation de référence libellée en euros, pour un montant total de 800 MEUR, en bénéficiant de la participation de 71 investisseurs internationaux. L'obligation a été placée avec une échéance de huit ans et un coupon de 2,375 %. Entre novembre 2020 et février 2022, le gouvernement fédéral a considérablement réduit les amortissements des obligations en devises étrangères qui étaient prévus pour la seconde moitié de l'administration, passant de 13,5 Mds USD à 3,3 Mds USD, soit une diminution de 76 %. Le gouvernement mexicain doit encore refinancer 1,18 Mds USD en 2022, 497 Mds USD en 2023 et 1,598 Mds USD en 2024.

## 3 ECONOMIE

**Rebond des exportations vers les États-Unis en 2021.** Les exportations de biens aux États-Unis ont atteint en 2021 384,7 Mds USD, soit un record dans la série historique, soit une hausse de 18,3 % g.a. Les exportations ont mis le pied sur l'accélérateur à partir d'avril, lorsqu'elles ont

commencé à enregistrer des hausses annuelles à deux chiffres, notamment en raison des effets de base de la reprise suite à la pandémie. Les importations de biens ont également enregistré une hausse de 30,7% g.a en 2021 à 276,4 Mds USD. La fabrication d'équipements de transport représente 30,9 % des ventes totales vers les États-Unis, suivi par la fabrication d'équipements informatiques (18,4 %) et d'accessoires et appareils électriques (9 %). La plus forte croissance a été enregistrée pour la rubrique de fabrication de produits métalliques (+50,5 % g.a), les meubles (+47,9 % g.a) et l'industrie métallurgique (+39,7 % g.a).

**Le Mexique est désormais le deuxième importateur de produits agricoles étatsuniens.** Le pays a ravi la place au Canada en enregistrant une hausse de 39,2 % g.a de ses achats agricoles auprès de son voisin du nord. Les ventes agricoles américaines au Mexique se sont élevées à 25,5 Mds USD en 2021, selon les données du ministère américain de l'agriculture (USDA). Ainsi, le Mexique s'est positionné comme le deuxième acheteur de l'agro-industrie américaine, prenant la place du Canada, derrière la Chine, qui a importé 33 Mds USD en 2021. Malgré l'augmentation des importations, les données officielles indiquent que le Mexique maintient un excédent dans la balance commerciale agricole et agroalimentaire.

**La ministre de l'économie, Tatiana Clouthier, prévoit une croissance de 2,5% pour l'économie mexicaine en 2022.** Cette prévision est inférieure à l'estimation du président Lopez Obrador, qui table sur un taux de croissance de 5% pour 2022. L'estimation donnée par le président est intervenue après la publication des chiffres sur l'activité économique du pays, qui indiquent un recul du PIB de 0,1% au dernier trimestre de 2021, ce qui place le PIB mexicain en "récession technique".

**Le gouvernement a présenté une mise à jour du plan de relance économique.** Le ministère de

l'économie a renouvelé son plan de relance de l'économie pour 2022 et intègre désormais les propositions du secteur privé, ainsi que le soutien des banques de développement et d'autres institutions, telles que la Commission fédérale pour la protection contre les risques sanitaires (Cofepris) et l'Institut national du fonds de logement des travailleurs (Infonavit). Le plan se compose de quatre piliers : 1) marché intérieur, emploi, secteurs et régions ; 2) promotion des investissements ; 3) commerce international ; et 4) compétitivité. Pour le marché intérieur, un nouveau paquet de projets d'infrastructure public-privé sera présenté en mars 2022. Les centres d'innovation régionaux et le développement du tourisme médical devraient connaître un soutien dans le cadre du plan de relance. Des investissements seraient également attirés pour relocaliser des usines dans le sud-sud-est et 18 projets d'infrastructure seront investis dans le cadre du Plan Oaxaca. Les chaînes d'approvisionnement locales et régionales seraient renforcées pour des secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs, l'aéronautique, les dispositifs médicaux et l'alimentation. Les banques de développement, par l'intermédiaire de Nacional Financiera/Bancomext, ont rejoint le plan de réactivation, avec un programme de 31,3 Mds USD pour stimuler la réactivation économique de divers secteurs. Infonavit, qui a également rejoint le plan, prévoit le placement de 561 000 prêts cette année, soit une augmentation de 12,3 % par rapport à 2021. Cofepris, pour sa part, a assuré qu'elle allait rationaliser les procédures réglementaires avec une numérisation de ses services.

**La consommation privée au Mexique a enregistré une augmentation en novembre 2021, son cinquième mois consécutif de hausse indique l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi).** L'indicateur mensuel de la consommation privée sur le marché intérieur (IMCPI) a présenté une augmentation de 0,71 %

(g.m) au cours du onzième mois de l'année. Cela fait suite à une augmentation de 0,24 % en octobre et de 0,89 % en septembre. En ce qui concerne le mois de février 2020, l'indicateur de consommation montre une contraction de 2,18 %, ce qui indique que le pays n'a toujours pas atteint son niveau de PIB d'avant-crise. La consommation de produits importés a augmenté de 1,2 % au cours du onzième mois de l'année, son deuxième mois de hausse consécutif. D'autre part, la consommation de produits nationaux a augmenté de 7,5 % (g.m).

**Les cours internationaux du pétrole ont dépassé la barre des 90 USD le baril, atteignant leur plus haut niveau en sept ans.** Cela serait dû aux fortes attentes concernant l'augmentation de la production de l'OPEP dans les mois à venir et de l'incertitude liée aux températures froides aux États-Unis. Le West Texas Intermediate (WTI) a augmenté de 2,15 % à 90,33 USD le baril et le Brent de 2,01 % à 91,27 USD le baril, au plus haut depuis octobre 2014. Le mélange mexicain a clôturé à un prix de 83,82 USD par baril, ce qui signifie une croissance de 0,85 %, son prix le plus élevé depuis le 6 octobre 2014.

### 3 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Le gouvernement américain a officiellement critiqué les efforts insuffisants du Mexique pour lutter contre la pêche illégale dans les eaux américaines du Golfe du Mexique.** Selon les autorités américaines, le Mexique n'arrive pas à mettre fin à la pêche illégale et pour faire appliquer les mesures de sauvegarde. Les petits bateaux mexicains utilisent souvent de longues lignes ou des filets interdits pour attirer les poissons dans les eaux américaines. Le groupe environnemental Oceana Mexico a déclaré en janvier que le Mexique n'a pas encore pleinement mis en œuvre ses engagements environnementaux en matière de pratiques de

pêche durables, comme l'exige l'accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

**Selon une étude réalisée par l'Institut Mexicain pour la compétitivité, la réforme de l'électricité pourrait mener à une perte de compétitivité vis-à-vis de la Chine.** Les auteurs de l'étude estiment en effet que si elle est adoptée sans modification par le Congrès, la réforme pourrait violer les accords conclus au sein du T-MEC, réduire la compétitivité de l'ensemble du bloc nord-américain et affecter les performances de plusieurs industries importantes de l'économie nationale, telles que l'automobile, le ciment, l'acier et la chimie. Ils suggèrent alors d'inclure le Mexique dans la charte de coopération énergétique parallèle entre les États-Unis et le Canada, d'investir dans les infrastructures énergétiques transfrontalières et dans les infrastructures logistiques en Amérique centrale et de faciliter le développement de nouvelles capacités installées basées sur des énergies propres.

Indicateur	Variation depuis le 02/02/22	Variation sur un an glissant	Niveau 09/02/2022
Bourse (IPC)	+3,38%	+17,99%	52 761,91 points
Taux de change USD/MXN	+0,29%	+2,04%	20,64
Taux de change EUR/MXN	+0,56%	-3,64%	23,39
Prix du baril mexicain	+2,19%	+47,71%	83,60

## Amérique centrale

### 1. El Salvador

**L'agence de notation Fitch baisse la note souveraine d'El Salvador à CCC, la dégradant au deuxième cran des «Junk bonds».** L'agence américaine pointe notamment une plus grande dépendance du pays à la dette court terme – dont le remboursement d'une euro-obligation de 800 MUSD à janvier 2023 et une dégradation du déficit budgétaire. Fitch précise par ailleurs que la concentration des pouvoirs et les mesures Bitcoin augmentent l'imprévisibilité politique et le risque pour les investisseurs étrangers. L'incertitude autour de l'accord FMI avait entraîné une forte hausse de l'EMBI, atteignant un haut historique de 15,7% cette semaine.

### 2. Guatemala

**L'accès au panier de biens de première nécessité requiert 2,3 fois le salaire minimum.** Durant le mois de janvier 2021, le panier alimentaire de première nécessité a atteint 404 USD (3 110 GTQ) par mois et par famille, soit une hausse de 4% g.a. Le panier de biens de première nécessité, est quant à lui estimé à 934 USD, connaissant une hausse de 4% g.a. également.

**L'extraction de pétrole brut au Guatemala a chuté de 50% en 2021.** Avec 2,3 millions de barils produits l'an passé, c'est la seconde année consécutive où la production chute de manière importante, après la baisse de 19% en 2020. Deux facteurs expliquent cette baisse : la pandémie et le déclin naturel des puits. Cette diminution est également observable à long terme, avec une baisse de la production quotidienne de 41% en 10 ans. L'expiration du contrat d'extraction de l'entreprise française Perenco en 2025, qui produit 91% du pétrole brut au Guatemala,

représente une menace pour la production du pays et les redevances vers l'Etat qui s'élevaient à 14,7M USD en 2020 et 19,2M USD sur les neuf premiers mois de 2021. Le gouvernement a récemment présenté un projet de réforme de la loi sur les hydrocarbures au Congrès pour développer ces investissements, nécessaires à la continuité de la production.

**La Chambre de commerce guatémaltèque (CCG) a annoncé sa séparation de la CACIF, l'association patronale du pays.** La plus grande chambre de commerce de l'isthme centraméricain a justifié cette décision par une volonté de se concentrer sur le soutien à ses 10 000 entreprises et non de suivre une position plus globale portée par le patronat. La CACIF, qui regroupe dès lors sept chambres, a affirmé sa volonté de continuer à travailler de pair avec la Chambre de commerce pour l'amélioration du cadre juridique et l'attractivité du pays.

### 3. Honduras

**L'agence de notation Moody's maintient la note de risque long terme du Honduras à -B1 avec perspective stable.** L'agence souligne les niveaux relativement faibles du déficit budgétaire et de la dette, ainsi que des remesas supérieures à 20% du PIB qui soutiennent la consommation des ménages. Moody's met également en avant la qualité de la politique budgétaire avec la « loi sur la responsabilité budgétaire » qui permet une bonne gestion de la dette publique (51% du PIB 2021) malgré une hausse de 8 points de pourcentage de déficit budgétaire en 2020 liée à la pandémie. Moody's insiste cependant sur les progrès qui restent à réaliser, en évoquant un développement économique qui reste limité, un revenu par habitant faible ou une dette en devises étrangères trop élevée.

### 4. Nicaragua

**Employeurs et syndicats trouvent un accord pour une augmentation du salaire minimum moyen de 7% pour atteindre 196 USD.** En détail, les employés des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, du transport et de fournisseurs d'électricité et de gaz toucheront 243 USD. Les employés du secteur agricole toucheront quant à eux 133 USD. Cette hausse permet désormais de couvrir 40% du panier de produits basiques avec le salaire minimum moyen. **Pour la quatrième année consécutive, le syndicat patronal historique Cosep ne participait pas à ces négociations.** Le gouvernement a notamment emprisonné le Président et Vice-président de la Cosep et a créé une nouvelle entité syndicale patronale, l'Aprodesni qui participait aux négociations.

### 5. Panama

**Un déficit public en dessous de 6% en 2021.** Alors que la loi de responsabilité budgétaire autorisait le Panama à un déficit public de 7,5% en 2021, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) informe d'un déficit de moins de 6% en fin d'année 2021. Selon Almengor, vice-ministre des finances, ce niveau de déficit est encourageant pour l'économie du Panama, et permet de donner un signal positif aux agences de notation, notamment sur la capacité du pays à engager rapidement une trajectoire de discipline et de consolidation budgétaire. Les prévisions pour 2022 projettent un déficit public de 4%.

**Record historique pour les exportations panaméennes en 2021.** Les exportations panaméennes ont atteint une valeur de 3,6 Mds USD en 2021, soit une augmentation de 52% par rapport à 2020. Parmi les produits exportés, se distingue le cuivre (minéraux et concentré), dont

la valeur des exportations atteint 2,8 Mds USD en 2021. La banane (146,6 M USD), l'huile de palme (43,4 M USD) ainsi que les médicaments (28,5 M USD) contribuent également aux exportations panaméennes. Les principaux débouchés restent la Chine (1 Md USD), le Japon (496 M USD), la Corée du Sud (386 M USD), l'Espagne (327,5 M USD) et l'Allemagne (183 M USD).

**Les transactions commerciales de la Zone Libre de Colon (ZLC) ont augmenté de 27% en 2021.** La ZLC a récupéré en 2021 des flux commerciaux perdus pendant la pandémie compte tenu des restrictions de mobilité, ce qui lui a permis d'enregistrer des transactions d'une valeur totale de 16,7 Mds USD (+27% par rapport à 2020). Les importations accumulées au mois de novembre 2021 ont atteint 8,2 Mds USD (+32,4%) et les réexportations, 8,7 Mds USD (+22,8%), la différence s'expliquant par la marge opérée par les entreprises de la zone. La vente de produits électroniques, pharmaceutiques, chimiques, textiles et cosmétiques participe à la croissance de la zone franche, dont le principal fournisseur reste la Chine, suivie des Etats-Unis. La zone franche continuera de se développer en 2022. A ce propos, le Gouvernement panaméen a présenté l'année dernière un projet de loi visant à modifier certains aspects en matière de droit du travail au sein de la zone afin d'y attirer les entreprises. L'idée de ce projet de loi est notamment d'appliquer le régime salarial (possibilité d'embaucher un quota d'étrangers plus élevé que dans le droit commun) de la zone franche de Panama Pacífico à toutes les entreprises implantées dans la ZLC.

**L'informalité, un fléau panaméen.** Plus de 670 000 travailleurs informels occupent aujourd'hui le marché de l'emploi panaméen, sur une population active de 1,4 M de personnes (sans compter les travailleurs agricoles). L'informalité se concentre avant tout sur les provinces de Panama, Panama Oeste et Chiriqui et concerne

davantage les secteurs des services et du commerce. L'INEC comptait par exemple à octobre 2021, plus de 330 000 travailleurs dans les services et le commerce, dont 205 000 étaient considérés comme travailleurs informels, soit sans contrat de travail. La construction et l'industrie manufacturière sont d'autres branches de l'économie panaméenne pour lesquelles l'informalité prend racine. Alors qu'au début des années 2000, la population active non agricole augmentait plus vite que l'emploi informel, on constate qu'à partir de 2010, la tendance s'inverse, et que l'informalité semble depuis s'enraciner dans l'économie panaméenne. Autrement dit, le Panama aujourd'hui compte plus de 670 000 personnes sans couverture sociale. Par ailleurs, ces 670 000 personnes ne peuvent se voir acquitter d'un impôt sur le revenu, ce qui participe à un manque à gagner pour les finances de l'Etat.

**Le taux élevé de sinistralité pèse lourdement sur la rentabilité du secteur des assurances.** Bien que l'industrie des assurances ait prouvé toute sa solidarité envers l'Etat panaméen en assurant de nombreuses dépenses de santé liées à la COVID-19, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, après deux années de pandémie, l'ensemble des sinistres affecte la situation financière des compagnies d'assurance, si bien que la sinistralité totale du marché à décembre 2021 était de 48,5%, soit 5,4% de plus qu'en 2020. Les branches santé et assurance vie connaissent notamment le plus grand nombre de sinistres. Selon le Président de l'association panaméenne des assureurs (Apadea), ce taux élevé de sinistralité impacte le résultat financier de l'industrie, passant de 10,9% en 2020, à 3,3% de bénéfiques en 2021.

## 6. Costa Rica

**3,5% d'inflation interannuelle au Costa Rica.** Entre janvier 2021 et janvier 2022, l'inflation au

**Costa Rica a atteint 3,5%, pourcentage le plus élevé depuis les 7 dernières années.** Cette variation est notamment due à l'augmentation des prix des produits et services depuis septembre 2021. Les logements et services de transports sont les secteurs ayant connu la plus importante hausse des prix. A l'inverse, l'essence et les vols aériens ont connu une baisse de leur prix.

**Le taux de change reste stable après les élections présidentielles, malgré un volume important de transactions.** Le jour de l'élection, un total de 36,9 M USD a été échangé, contrairement à une moyenne d'échanges par jour de 11,8 M USD. A titre d'illustration, la Banque Centrale a vendu le 7 février pour 1,9 M USD au secteur public et en a profité pour acheter près de 18,5 M USD. Néanmoins, le cours du colon est resté stable, soit 1\$ équivalant à 645,44 colons costariciens. Selon l'économiste Vidal Villalobos, l'incertitude sur les marchés des taux de change se poursuivra jusqu'en avril, à la date du 2nd tour, mais sera réduite compte tenu du déroulé du 1er tour. Par ailleurs, cette stabilité du taux de change est également attribuée au fait que les devises apportées par le tourisme restent inférieures à la période pré-pandémie, et aussi parce que le Gouvernement costaricien n'a toujours pas reçu de décaissements de crédits de la part des organisations internationales telles que le FMI.

## Caraïbes

### 1. République dominicaine

**Akuo Energy et le fonds d'investissement GAM Capital ont signé le contrat de concession définitif pour la construction du parc solaire Matrisol.** Financé par la banque nationale Banco Popular Dominicano, ce parc solaire disposera d'une capacité installée de 53 MW et devrait être

opérationnel d'ici 2023. Egalement, ce projet bénéficie d'un accord d'achat d'électricité qui fournira de l'énergie à la Cervecería Nacional Dominicana, qui appartient au groupe ABinBev (Anheuser-Busch InBev), un leader de l'industrie brassicole.

**TotalEnergies Dominicana a conclu une alliance stratégique avec le groupe dominicain MARTI.** Dans le but d'accompagner le pays dans la transition énergétique, cette alliance se traduira par un partenariat économique à 50/50. Les marques Sunix et Tropigas Natural, qui appartiennent à MARTI, dans un réseau de plus de 190 stations-service, seront exploitées sous la marque TotalEnergies. Cette alliance permettra également d'étendre les activités commerciales des deux entreprises dans le domaine de la distribution de gaz naturel, de carburant, de lubrifiants, d'énergie solaire et d'autres énergies renouvelables, renforçant ainsi leur position de leader sur ce marché.

**La République dominicaine fait partie des pays ayant la plus grande proportion d'aéroports certifiés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).** Parmi les certifications délivrées par le directeur général adjoint de l'Institut dominicain de l'aviation civile (IDAC), Héctor Porcella, figure l'aéroport international Gregorio Luperón (Puerto Plata) géré par Vinci Airports. Ces certifications sont délivrées conformément à la loi dominicaine 461-06 sur l'aviation civile, après avoir vérifié que les aéroports ont accompli de manière satisfaisante le processus de certification et qu'ils ont respecté les normes minimales de sécurité opérationnelle.

**Le projet de développement touristique de Pedernales a été dévoilé par le gouvernement dominicain lors du salon du tourisme Fitur 2022.** Ce projet représente un investissement de 2,2 MUSD sur une période de 10 ans. Dans les incitations pour les investisseurs figure la loi 12-21 relative à la zone spéciale de développement

intégral des frontières qui prévoit d'importantes exemptions. La loi 158-01 sur la promotion du développement touristique, qui prévoit une exonération de 100 % de l'impôt sur le revenu, des permis de construire, de l'achat de terrains et des premières installations, est également applicable.

## 2. Cuba

**Les statistiques officielles confirment la chute du tourisme international à Cuba.** La fréquentation touristique de Cuba a diminué de 60% en 2021 par rapport à l'année précédente. Selon les statistiques officielles publiées par les autorités cubaines 573.944 touristes ont visité Cuba l'année dernière (contre 1.443.000 en 2020). Ces chiffres confirment les conséquences de la pandémie de la Covid-19 et des mesures de restrictions prises par les autorités cubaines. La Russie a été le 1<sup>er</sup> pays émetteur de touristes vers Cuba, avec plus de 146.000 visiteurs et le seul pays à avoir bénéficié d'une croissance sur ce marché. Elle est suivie par le Canada, avec près de 69.000 visiteurs, des résidents cubains à l'étranger et l'Espagne (respectivement 52.804 et 12.520 visiteurs). 5 434 touristes français ont été comptabilisés, soit une baisse de 88% par rapport à l'année 2020. L'objectif de 2,2 millions de touristes fixé pour 2021 a dû être révisé à la baisse, compte tenu de la persistance de la pandémie à Cuba l'année dernière. Pour l'année 2022, les autorités espèrent la réception de 2,5 millions de visiteurs avec des recettes attendues de 1,16 Mds USD. Malgré la crise actuelle du secteur, les autorités cubaines ont annoncé la construction cette année de près de 4.600 chambres d'hôtels supplémentaires pour atteindre, fin 2022, un total de 84.900 chambres dans le secteur étatique, toutes catégories confondues.

**Projet conjoint entre le gouvernement du Japon et UNICEF-Cuba pour le renforcement du système cubain de santé.** Afin de renforcer les services de santé à Cuba face à l'impact de la pandémie actuelle, le gouvernement japonais, l'Unicef et les autorités cubaines du secteur ont

lancé la mise en œuvre d'un projet pour soutenir les services de santé sur l'île. Signé en octobre 2021, celui-ci vise des domaines tels que les capacités techniques des professionnels de la santé, les équipements de protection, la chaîne du froid et des fournitures pour la vaccination, ainsi que des actions de communication et d'éducation à la santé. Cette première étape prévoit notamment l'achat d'équipements et d'intrants pour 2 millions d'USD, financés sous forme de don par le gouvernement japonais. Au total le projet ciblera 253 centres de santé répartis dans 8 provinces, 14 hôpitaux situés à La Havane ainsi que le Centre d'Ingénierie Génétique et des Biotechnologies (CIGB) et l'institut Finlay de vaccins. Il devrait bénéficier 6,6 millions de personnes.

## Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 09/02/2022</i>	Pourcentage de la population ayant reçu les deux doses du vaccin <i>Dernières données disponibles au 9/02</i>
Costa Rica	<b>745 949</b> <i>Décès : 7 730</i>	<b>73,58%</b>
Cuba	<b>1 056 846</b> <i>Décès : 8 450</i>	<b>86,88%</b>
Guatemala	<b>720 802</b> <i>Décès : 16 542</i>	<b>32,53%</b>
Haïti	<b>29 888</b> <i>Décès : 806</i>	<b>0,83%</b>
Honduras	<b>391 874</b> <i>Décès : 10 512</i>	<b>44,96%</b>
Jamaïque	<b>126 437</b> <i>Décès : 2 706</i>	<b>21,44%</b>
Nicaragua	<b>17 791</b> <i>Décès : 222</i>	<b>55,03%</b>
Panama	<b>735 235</b> <i>Décès : 7 898</i>	<b>59,19%</b>
El Salvador	<b>135 109</b> <i>Décès : 3 967</i>	<b>65,19%</b>
République dominicaine	<b>565 862</b> <i>Décès : 4 336</i>	<b>54,26%</b>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>